

Ministère de la Défense Nationale
Etat- Major de l'Armée Nationale Populaire
Commandement des Forces Terrestres
Académie Militaire de Cherchell
Défunt Président HOUARI BOUMEDIENE

**Ministère de l'Enseignement Supérieur et
de la Recherche Scientifique**
L'Ecole Nationale Polytechnique
- Alger -

CONVENTION

**D'application en matière de coopération dans les
domaines de la formation supérieure**

L'Académie Militaire de Cherchell

Défunt Président HOUARI BOUMEDIENE
ci-après dénommée "AMC DPHB" représentée par
Monsieur le Général Major SIDANE Ali,
Commandant l'Académie, d'une part

et

L'Ecole Nationale Polytechnique / Alger

ci- après dénommée 'ENP' représentée par
Monsieur le professeur DEBYECHE Mohamed
Directeur de l'Ecole, d'autre part

Ce document est réalisé en quatre (04) exemplaires originaux, destinés à :

- **L'Académie Militaire de Cherchell (AMC DPHB) ;**
- **L'Ecole Nationale Polytechnique / Alger ;**
- **Le Commandement des Forces Terrestres (CFT) ;**
- **Le Bureau de l'Enseignement Militaire/DEP/EM-ANP.**

CONVENTION
D'APPLICATION EN MATIERE DE COOPERATION
DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION SUPERIEURE

- vu le décret présidentiel n° 08-55 du 19 juillet 2008, relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur l'Académie Militaire Interarmes ;
- vu le décret exécutif n° :05-500, du 29 décembre 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université, et le décret exécutif n° 08-215 du 14 juillet 2008 portant transformation de l'Ecole Nationale Polytechnique en Ecole hors université ;
- vu la convention-cadre de coopération scientifique et technique entre le Ministère de la Défense Nationale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, signée le 13 Aout 1995, notamment son article 12 et l'alinéa premier de son article 13.

Préambule

- Considérant l'ensemble des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre le Ministère de la Défense Nationale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Convaincus de la nécessité d'assurer la reconnaissance des études, des diplômes et des grades des officiers de L'Armée Nationale Populaire afin de répondre à l'harmonisation du système national de formation supérieure ;
- Désireux de promouvoir, d'affermir et de développer la coopération dans les domaines de la formation universitaire;

Sont convenus ce qui suit :

CHAPITRE I

Objet et cadre réglementaire

Article 1 : la présente convention d'application type en matière de coopération dans les domaines de formation supérieure a pour objet la mise en œuvre de la convention-cadre de coopération scientifique et technique du 13 Aout 1995, susvisée, entre l'Académie Militaire de Cherchell Défunct Président Houari BOUMEDIENE (AMC DPHB) d'une part et L'Ecole Nationale Polytechnique d'Alger , d'autre part.

Article 2 : La coopération envisagée s'inscrit dans le respect des réglementations respectives des parties et des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre elles.

CHAPITRE II

Domaine de coopération

Article 3 : Les domaines de coopération envisagés concernent des actions conjointes et concertées entre les parties, notamment :

- L'examen des offres de formation ;
- La participation aux conseils scientifiques et aux jurys de soutenance des mémoires et thèses
- L'échange entre les parties d'enseignants chercheurs ;
- L'encadrement des stagiaires de chaque partie durant les projets de fin d'études ;
- La planification de stages pratiques ;
- La valorisation des connaissances et des compétences scientifiques et pédagogiques ;
- L'élaboration des cahiers de charges relatifs à l'acquisition des moyens pédagogiques ;
- L'organisation de séminaires, de conférences et de visites d'établissement de formation ;
- L'accès aux bibliothèques et aux laboratoires didactiques et de recherche ;
- L'organisation de stages pédagogiques en matière de formation continue des cadres ;
- La possibilité d'intégration d'enseignants chercheurs de chaque partie au sein d'équipes chargées des travaux d'études scientifiques et techniques ;
- La prestation de biens et services liés aux domaines de la formation supérieure ;
- Toute action liée à la formation supérieure dont conviendraient les parties.

CHAPITRE III

Modalité de mise en œuvre

Article 4 : les actions citées à l'article ci-dessus sont initiées en relation avec les structures habilitées des tutelles respectives des parties.

Article 5 : les parties conviennent de désigner un groupe ad hoc mixte, chargé d'identifier les actions d'intérêt commun, susceptibles d'être mises en œuvre conjointement, de proposer les actions y afférentes, de faire leur suivi et leur évaluation.

La liste nominative du groupe ad hoc mixte est fixée par voie de décision signée conjointement par les parties signataires de la présente convention.

Article 6 : Le groupe ad hoc mixte se réunit en sessions ordinaires de coordination, selon un planning fixé d'un commun accord.

Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur demande de l'une ou l'autre partie.

Article 7 : Les délibérations du groupe ad hoc mixte sont consignées dans les procès verbaux des sessions, signés par l'ensemble de ses membres ayant participé aux séances.

Article 8 : Les procès verbaux sont adressés aux tutelles respectives des parties dans les quinze (15) jours suivant la réunion, pour approbation.

Article 9 : Le groupe ad hoc mixte adopte son règlement intérieur lors de ses premières séances.

Article 10 : La mise en œuvre des actions citées à l'article 3 ci-dessus, peut faire, selon le cas, l'objet de contrats entre les parties.

Le contrat comprend les spécifications relatives aux objectifs à atteindre ainsi que les contributions respectives des parties, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV

Confidentialité

Article 11 : La présente convention est régie par les dispositions réglementaires en vigueur en matière de protection des informations, des documents habilitation des personnels de chaque partie.

Article 12 : Toutes informations ou autres données, acquises par les parties ou communiquées par une partie à l'autre à l'occasion des actions engagées, revêtent un caractère confidentiel et ne peuvent être portées à la connaissance de tiers, qu'après accord préalable de l'autre partie.

Article 13 : Les parties sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour tout ce qui concerne la publication et la propriété intellectuelle.

CHAPITRE V

Responsabilité

Article 14 : Les personnels de chaque partie appelés à suivre ou à mener des actions au sein des structures de l'autre partie sont astreints au respect du règlement intérieur mis en place.

Article 15 : les matériels, mis à la disposition des personnels de l'une des parties dans le cadre d'un contrat spécifique, demeurent la propriété de la partie détentrice des dits équipements sauf si elle en exprime le contraire.

En cas de dommage intentionnels avérés, la partie dont les personnels sont mis en cause supportera la charge des dommages subis, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 16 : A l'exception des soins de première urgence, chaque partie assurera la couverture de ses personnels en matière d'assurance relative aux accidents et aux maladies professionnelles liés à l'exécution des actions rentrant dans le cadre de la présente convention.

CHAPITRE VI

Résiliation

Article 17 : Chaque partie se réserve le droit de résilier la présente convention, en cas de manquement de l'autre partie à ses obligations telles que définies par la présente convention ou instruction des tutelles respectives des parties, en l'informant par écrit au moins trois (03) mois à l'avance.

Article 18 : En cas de résiliation, les actions de coopération en cours d'exécution demeurent régies par leurs contrats respectifs, sauf si les parties en conviennent autrement.

CHAPITRE VII

Cas de force majeure

Article 19 : En cas d'événement qualifié de force majeure qui empêche l'exécution des actions engagées dans le cadre de la présente convention, aucun dommage ne peut être réclamé à la partie ayant subi l'événement.

Par cas de force majeure, il est entendu un événement à la fois extérieur, imprévisible et irrésistible.

CHAPITRE VIII

Litiges

Article 20 : Les parties conviennent de régler à l'amiable tous les litiges à survenir au cours de l'exécution des actions initiées dans le cadre de la présente convention.

CHAPITRE IX

Validité et entrée en vigueur

Article 21 : La présente convention est établie en quatre (04) exemplaires en arabe et en français, entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Elle est valable pour une durée de cinq (05) ans.

Article 22 : La présente convention est renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée et dans les mêmes termes, sauf si l'une ou l'autre partie, exprime par écrit et à trois (03) mois de la date d'expiration de sa validité, son souhait de la résilier ou de la modifier.

Fait à Cherchell, le 11 OCT 2017

Le Commandant de l'Académie
Militaire de Cherchell
'Défunt Président Houari BOUMEDIENE'



Le Directeur de l'Ecole Nationale
Polytechnique / Alger



وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات
الجزائر

وزارة الدفاع الوطني
أركان الجيش الوطني الشعبي
قيادة القوات البرية
الأكاديمية العسكرية لشرشال
الرئيس الراحل هواري بومدين

اتفاقية

تطبيق في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي

بين

الأكاديمية العسكرية لشرشال

الرئيس الراحل هواري بومدين

ممثلة في السيد اللواء سيدان علي،

قائد الأكاديمية العسكرية لشرشال من جهة؛

و

المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات / الجزائر

ممثلة من طرف مدير المدرسة، الأستاذ دباش محمد، من جهة أخرى.

هذه الوثيقة منجزة في أربعة (04) نسخ أصلية، مسلمة إلى :

- النسخة الأولى: الأكاديمية العسكرية لشرشال الرئيس الراحل هواري بومدين؛
- النسخة الثانية: المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات الجزائر؛
- النسخة الثالثة: قيادة القوات البرية ؛
- النسخة الرابعة: مكتب التعليم العسكري/دائرة الإستعمال و التحضير/أ.ج.و.ش.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 - 55 المؤرخ في 19 جويلية 2008 المتضمن ممارسة الوصاية البيداغوجية على الأكاديمية العسكرية لمختلف الأسلحة؛
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 5-500 المؤرخ يوم 29 أوت 2005 المتضمن المهام والقواعد الخاصة لتنظيم و سير المدرسة خارج الجامعة، والمرسوم رقم 8-215 المؤرخ في 14 جويلية 2008، المتعلق بتحويل المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات إلى مدرسة خارج الجامعة؛
- وبمقتضى إتفاقية - إطار للتعاون العلمي و التقني المبرمة بين وزارة الدفاع الوطني ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي، الموقعة بتاريخ 13 أغسطس 1995، لاسيما المادة 12 منها و الفقرة الأولى من المادة 13 منها.

تمهيد

- إعتبارا لمجمل النصوص القانونية المسيرة للتكوين العالي بين وزارة الدفاع الوطني ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- وإقتناعا منهما بضرورة ضمان الإقرار بالدراسات والدبلومات ورتب التعليم العالي قصد التجاوب مع النظام الوطني للتكوين العالي،
- ورغبة منهما في تشجيع و تمتين و تنمية التعاون في ميادين التكوين العالي،

اتفقنا على مايلي:

الباب الأول

الموضوع والإطار القانوني

المادة 1: تهدف اتفاقية التطبيق النموذجية هذه في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي إلى وضع حيز التنفيذ لاتفاقية - الإطار للتعاون العلمي و التقني المؤرخة في 13 غشت سنة 1995، المشار إليها أعلاه، بين الأكاديمية العسكرية لشرشال 'الرئيس الراحل هواري بومدين' من جهة، و المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات الجزائر، واللذان تسميان في صلب النص "الطرفين"،

المادة 2: يندرج التعاون المزمع في إطار احترام قوانين كلا الطرفين وفي ظل النصوص القانونية المسيرة للتكوين العالي بينهما.

الباب الثاني

ميادين التعاون

المادة 3: تخص ميادين التعاون المزمعة، النشاطات المشتركة والمتشاور بشأنها بين الطرفين، لاسيما:

- فحص عروض التكوين،
- المشاركة في المجالس العلمية و في لجان تقييم أطروحات مشاريع نهاية الدراسة،
- تبادل الأساتذة الباحثين بين الطرفين،
- تأطير متربصي كل طرف خلال مشاريع نهاية الدراسة،
- برمجة التربصات التطبيقية،
- تثمين المعارف و الكفاءات العلمية و البيداغوجية المنشأة،
- إعداد دفاتر الشروط الخاصة باقتناء الوسائل البيداغوجية،
- تنظيم الملتقيات والمحاضرات وزيارات المؤسسة التكوينية،
- الدخول إلى المكتبات والمخابر العلمية،
- تنظيم تربصات بيداغوجية في مجال التكوين المتواصل للإطارات،
- إمكانية إدماج أساتذة باحثين من كلا الطرفين ضمن فرق مكلفة بأعمال دراسات علمية وتقنية،
- إسهامات مادية وخدمائية مرتبطة بميادين التكوين العالي.
- كل نشاط مرتبط بالتكوين العالي المتفق عليه من قبل الطرفين.

الباب الثالث

كيفية التطبيق

المادة 4: يبادر في النشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه، بالتنسيق مع الهيئات المؤهلة من الجهات الوصية لكلا الطرفين.

المادة 5: يتفق الطرفان على تعيين فوج خاص مختلط، مكلف بتحديد الأعمال ذات الأهمية المشتركة، والممكن تطبيقها سوية، واقتراح النشاطات المتعلقة بذلك، و القيام بمتابعتها و تقييمها.

تحدد القائمة الإسمية للفوج الخاص المختلط، بموجب مقرر موقع بالاشتراك من قبل الطرفين الموقعين لهذه الاتفاقية. يتألف الفوج الخاص مناصفة من قبل ممثلين على التوالي، معينين من كلا الطرفين.

المادة 6: يجتمع الفوج في دورات عادية تنسيقية، حسب جدول محدد باتفاق مشترك.

يمكن عقد دورات إستثنائية بطلب من أحد الطرفين أو الطرف الآخر.

المادة 7: تدون مداورات الفوج الخاص المختلط في محاضر الدورات، موقعة من طرف جميع الأعضاء الذين شاركوا في الجلسات.

المادة 8: ترسل المحاضر إلى الجهات الوصية على التوالي لكلا الطرفين خلال خمسة عشر (15) يوما التي تعقب الاجتماع للمصادقة.

المادة 9: يتبنى الفوج الخاص المختلط قانونه الداخلي خلال جلسته الأولى.

المادة 10: قد يكون وضع حيز التنفيذ للنشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه، وحسب الحالة، محل عقود بين الطرفين.

يتضمن العقد خصوصيات تتعلق بالأهداف المسطرة و كذا بإسهامات الطرفين على التوالي طبقا للقانون الساري المفعول.

الباب الرابع

السرية

المادة 11: تسير هذه الاتفاقية بالأحكام القانونية السارية المفعول في مجال حماية المعلومات و الوثائق وتأهيل مستخدمي كل طرف.

المادة 12: تكتسي طابع السرية كل المعلومات أو المعطيات المحصل عليها من قبل الطرفين أو المراسلة من طرف إلى آخر بمناسبة النشاطات الملتزم بها، و لا يمكن الإفصاح بها لطرف ثالث، إلا بموافقة مسبقة من الطرف الآخر.

المادة 13: يخضع الطرفان للأحكام التشريعية والقانونية السارية المفعول في كل ما يخص النشر والملكية الفكرية.

الباب الخامس

المسؤوليات

المادة 14: يلتزم مستخدم كل طرف مدعو لمتابعة أو للقيام بنشاطات داخل هيئات الطرف الآخر، باحترام نظامها الداخلي.

المادة 15: تبقى الوسائل الموضوعة في متناول مستخدم واحد الطرفين في إطار عقد خاص، ملكية للطرف الحائز على هذه الأجهزة، إلا في حالة تعبيره عن العكس.

في حالة وقوع أضرار متعمدة مؤكدة، فإن الطرف الذي تسبب مستخدموه في ذلك، يتكفل بتعويض الأضرار الناجمة طبقا للقانون الساري المفعول.

المادة 16: ماعدا العلاجات الإستعجالية، يتضمن كلا الطرفين تأمين مستخدميه في مجال الحوادث والأمراض المهنية المتعلقة بتنفيذ النشاطات التي تندرج في إطار هذه الاتفاقية.

الباب السادس

الفسخ

المادة 17: يحتفظ كل طرف بحق الفسخ لهذه الاتفاقية، في حالة مخالفة الطرف الآخر لالتزاماته كما هو منصوص عنها في هذه الاتفاقية أو بتعليمات من الجهات الوصية للطرفين، بإشعاره كتابيا قبل ثلاثة (03) أشهر على الأقل.

المادة 18: في حالة الفسخ، تبقى نشاطات التعاون الجارية التنفيذ مسيرة بالعقود الخاصة بها إلا إذا اتفق الطرفان على غير ذلك.

الباب السابع

حالات القوة القاهرة

المادة 19: في حالة وقوع حادث موصوف بالقوة القاهرة و الذي يمنع تنفيذ النشاطات الملتزم بها في إطار هذه الاتفاقية، لا يمكن المطالبة بأي تعويض للطرف الذي تعرض للحادث.

يفهم بالقوة القاهرة بالحدث الخارجي و غير المتوقع و الذي لا يقاوم في آن واحد.

الباب الثامن

نزاعات

المادة 20: يتفق الطرفان و بالتراضي على تسوية كل نزاع أو خلاف قد ينجم خلال تنفيذ النشاطات المبادر بها في إطار هذه الاتفاقية.

الباب التاسع

الدخول حيز التنفيذ والصلاحيات والتجديد

المادة 21: تدخل هذه الاتفاقية المحررة في أربع (04) نسخ أصلية باللغتين العربية و الفرنسية، حيز التنفيذ من تاريخ توقيعها من قبل الطرفين.

تبقى سارية المفعول لمدة خمسة (05) سنوات .

المادة 22: تجدد هذه الاتفاقية ضمناً لمدة مماثلة وبنفس الألفاظ، ما لم يعبر أحد الطرفين أو الطرف الآخر كتابياً و بإشعار مسبق مدته ثلاثة (03) أشهر قبل انقضاء مدة صلاحيتها، عن نيته في فسخها أو تعديلها.

حرر بـشرشال، في 11 أكتوبر 2017

مديّة المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات

الجزائر

المديرة الوطنية المتعددة التقنيات
الدبير
د. ديباش محمد



قائد الأكاديمية العسكرية لشـرشال

الرئيس المرحّل هواري بومدين

إمضاء اللواء: سيدان عثيف

